

Les régimes totalitaires

Cours

Sommaire

I L'URSS de Staline

- A Le contexte : l'URSS après la Première Guerre mondiale
- B La dictature stalinienne : un homme, un parti
- C La terreur érigée en moyen de gouvernement
- D Une économie dirigée par l'État : planification et industrialisation

II Le fascisme italien

- A La naissance d'un parti fasciste
- B La mise en place d'une dictature politique
- C Les caractéristiques de l'Italie fasciste

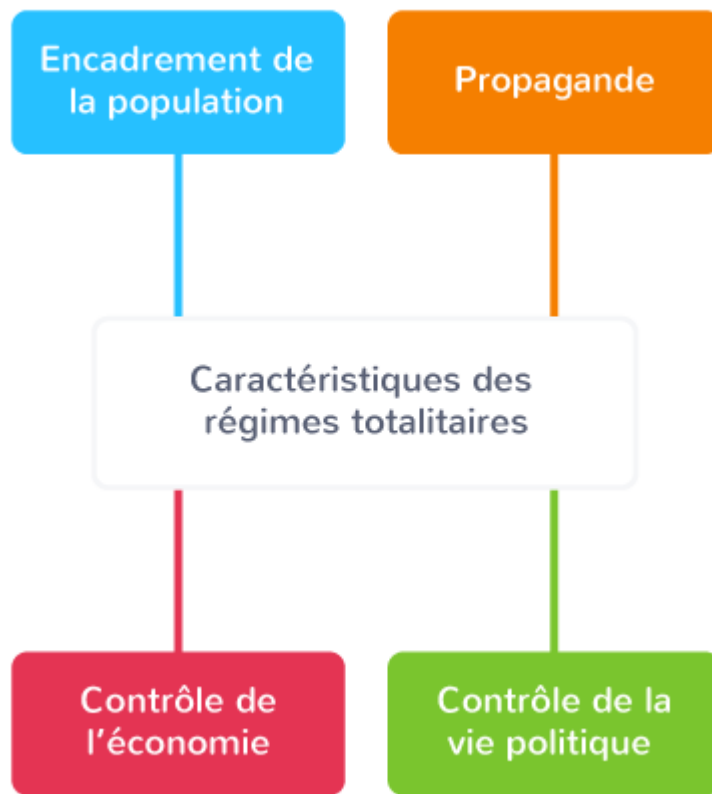
III L'Allemagne nazie

- A L'avènement fulgurant du régime hitlérien
- B Une société embrigadée et encadrée
- C Un régime raciste et antisémite

RÉSUMÉ

Durant l'entre-deux-guerres se mettent en place en Europe des régimes que les historiens qualifient de « totalitaires ». Dirigés par des dictateurs qui assoient leur pouvoir par la terreur et la propagande, ils cherchent à remodeler les sociétés en fonction d'idéologies officielles. Trois principaux régimes totalitaires émergent : l'URSS de Staline, l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Hitler.

Comment fonctionnent les régimes totalitaires de l'URSS stalinienne, de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie ?



I

L'URSS de Staline

Après la Première Guerre mondiale, la Russie de Staline est un pays dévasté. Dans ce contexte politique, des idées révolutionnaires socialistes s'imposent. Elles conduisent bientôt à la mise en place d'un pouvoir autoritaire autour de la figure de Staline. Dans cette dictature, la terreur est un moyen d'oppression du peuple, et l'économie est planifiée et industrialisée.

La Russie de 1917 à 1938

février 1917
Chute du tsarisme

mars 1918
Paix de Brest-Litovsk

octobre 1917
Bolchéviques au pouvoir

1918-1921
Guerre civile

décembre 1922
Création de l'URSS

janvier 1924
Mort de Lénine

1928
Staline seul au pouvoir

1929
Début de la collectivisation
(« Grand Tournant »)

1932-1933
Famine

1936-1938
Procès
de Moscou



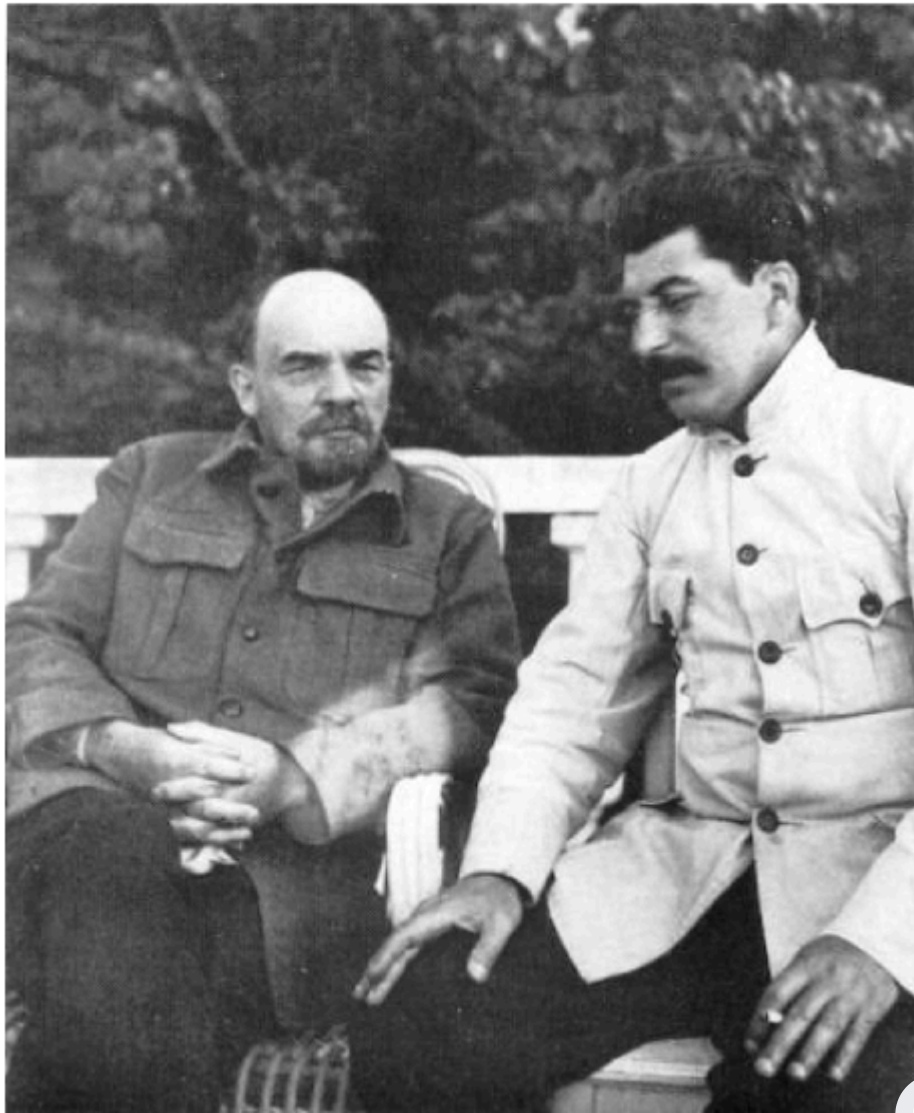
A Le contexte : l'URSS après la Première Guerre mondiale

La Russie est un pays dévasté par la Première Guerre mondiale et par la guerre civile (1917-1921), mais les Russes gardent espoir grâce aux idées révolutionnaires de Lénine. Des réformes communistes sont instaurées. En 1922, l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) est créée. À la mort de Lénine en 1924, c'est Staline qui prend brutalement le pouvoir.

En mars 1918, la Russie signe le traité de paix de Brest-Litovsk qui permet de sortir de la guerre, mais c'est le début d'une guerre civile qui dure jusqu'en 1921. Le pays est ruiné, son économie est fragile. Des famines et des épidémies font 20 millions de morts. Lénine prend alors la décision de marquer une pause dans les réformes communistes et accorde une place limitée au capitalisme : c'est la NEP (Nouvelle politique économique). Ainsi, les paysans peuvent disposer de leur production et la vendre pour leur propre compte. Un impôt en nature vient remplacer les réquisitions de vivres. Les petites entreprises sont à nouveau des propriétés privées.

Le 30 décembre 1922, c'est la naissance de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) issue du traité qui réunit la République socialiste fédérative soviétique de Russie et les trois républiques d'Ukraine, de Biélorussie et de Transcaucasie. Chaque république conserve, en théorie, son autonomie. Cependant, dans les faits, le parti communiste (bolchévique) en est le véritable maître.

En 1924, la mort de Lénine provoque une lutte pour sa succession. En effet, dans son testament, il choisit Trotski, qu'il juge plus fiable et moins brutal que Staline. Mais Staline utilise son poste de secrétaire général du parti communiste pour éliminer Trotski qui est ainsi exilé en 1928, puis assassiné sur ordre de Staline en 1940. Staline devient alors le seul maître de l'URSS en 1928.



© Wikimedia Commons

B La dictature stalinienne : un homme, un parti

Staline impose une transformation spectaculaire de l'économie et met en place un régime totalitaire. L'URSS passe alors du rêve communiste à un gouvernement avec un seul parti au pouvoir, le parti communiste. Dirigé par Staline, le parti communiste est soutenu par une intense propagande.

En URSS, le gouvernement assure vouloir construire une société idéale sans classes. Seul parti autorisé, le parti communiste est considéré comme le plus à même de mettre cette utopie en place. Dans les années 1930, il rassemble environ 3,5 millions de militants. Les populations civiles, réduites au rang de « masses », sont rigoureusement encadrées. L'appareil d'État est contrôlé.

Une nouvelle constitution promulguée en 1936 énumère les droits et les libertés des citoyens. Elle est définie comme « la plus démocratique du monde » et s'appuie sur le suffrage universel et secret. Derrière ces apparences trompeuses, la réalité est plus dure :

- seuls les candidats autorisés par le parti peuvent se présenter aux élections ;
- les grandes libertés (presse, réunion, expression, etc.) ne sont pas respectées ;
- la supériorité du peuple russe sur les autres peuples de l'URSS est réaffirmée.

Le Parti communiste soviétique est entièrement au service du pouvoir personnel de Staline et devient un véritable instrument de sa politique à tous les niveaux. Staline devient le premier secrétaire en 1922, puis son seul maître après l'élimination de Trotski et de ses partisans en 1927. Il ordonne les premières grandes

purges en 1933 (emprisonnements, procès rapides et assassinats des membres du parti considérés comme des opposants).

22 % des membres du parti sont expulsés.

Staline s'entoure d'un personnel docile et soumis qui lui laisse la totalité du pouvoir, même s'il se présente toujours comme l'héritier du marxisme-léninisme. À partir de 1934, la Grande Terreur élimine la majorité des membres qui ont adhéré au parti avant 1929.

La propagande et les artistes célèbrent le culte de Staline et l'idéologie communiste. Ce culte de la personnalité, propre aux régimes totalitaires en général, est relayé par la presse, la radio, le cinéma, et les affiches à la gloire de celui qui se présente comme « le petit père des peuples ».

Affiche de propagande stalinienne



© Wikimedia Commons

« Jamais nos champs fertiles n'ont donné une telle moisson. Jamais nos villages n'ont connu un tel bonheur. Jamais la vie n'a été aussi bonne et les esprits aussi élevés. Sur toute la terre, le soleil lance une lumière plus chaude. Car la face de Staline le fait briller plus fort. Je chante pour mon enfant reposant dans mes bras. Tu apprendras la source de ce soleil qui baigne notre pays. Et tes petites mains copieront le portrait de Staline ».

La Pravda -
1939



Poème composé en 1939 à l'occasion du 60^e anniversaire de Staline, et paru dans *La Pravda*, journal quotidien du Parti communiste d'Union soviétique.

INTERPRÉTATION

C La terreur érigée en moyen de gouvernement

Le gouvernement utilise la terreur pour régner. Les mesures politiques répressives sont très violentes. Trois grandes périodes de répression peuvent être distinguées : la répression contre les bourgeois dès 1929, la répression contre les cadres de l'État et du parti, et enfin la répression touchant l'ensemble de la société.

La terreur stalinienne vise quatre catégories de la population :

- les « vieux compagnons » de Lénine considérés comme des ennemis potentiels ;
- les cadres locaux (parti, État) ;
- la société civile ;
- les minorités ethniques.

Trois grandes étapes répressives, qui touchent plus ou moins chacune de ces populations, peuvent être distinguées.

Dans un premier temps, dès 1929, la répression s'abat sur les groupes sociaux « hostiles », les bourgeois. Cette répression touche aussi massivement la société rurale : les koulaks et tous ceux qui s'opposent à la collectivisation (suppression de la propriété privée individuelle au profit de la collectivité), et ceux assimilés à des koulaks sont attaqués. Entre 1930 et 1931, environ 30 000 personnes sont exécutées et 380 000 familles déportées, c'est-à-dire 1,8 million d'individus. On parle de dékoulakisation.

Dans un second temps, la répression touche les cadres de l'État et du parti. Elle a pour objectif d'empêcher que des cadres s'imposent contre l'État centralisateur. L'administration est particulièrement touchée : de 1928 à 1933, 305 500 ingénieurs et fonctionnaires sont éliminés et remplacés par une nouvelle intelligentsia. Le parti communiste est également touché : entre 1933 et 1935, le tiers des cadres locaux sont exclus. L'élimination de tous les opposants atteint son paroxysme lors de la Grande Terreur qui sévit de 1937 à 1938.

L'assassinat de Kirov en 1934, dont le commanditaire est Staline lui-même, déclenche la purge contre tous les opposants staliens. Kirov dirige le parti communiste à Léninegrad, il était considéré comme le dauphin et le rival de Staline. Les semaines qui suivent l'assassinat, des milliers d'habitants sont déportés et plus d'une centaine de « terroristes » sont exécutés. Entre 1936 et 1938 ont lieu les procès de Moscou : des milliers de membres du parti sont exécutés à la suite de procès expéditifs.

Dans un troisième temps, la répression touche l'ensemble de la société. La police politique (NKVD) devient un rouage du gouvernement. La Constitution de 1936 encourage la délation. À partir de 1935, appartenir à une minorité ethnique devient suffisant pour être arrêté. Aux exécutions s'ajoutent les déportations, individuelles ou familiales. Les opposants au régime sont envoyés massivement au Goulag (camp de travail). Traqués par le NKVD, ils sont internés dans des camps situés en Sibérie et au Kazakhstan. Ces camps sont gérés par « l'administration centrale des camps », créée en 1934. Les conditions de vie effroyables et les mauvais traitements expliquent l'explosion du taux de mortalité.

15 millions de Soviétiques ont été victimes du régime stalinien entre 1930 et 1953.

Chantier du canal mer Blanche-mer Baltique où des dizaines de milliers de détenus des camps trouvent la mort en 1932-1933.



© Wikimedia Commons

D Une économie dirigée par l'État : planification et industrialisation

L'économie est dirigée par l'État. Staline décide de rompre avec la NEP initiée par Lénine. Il renforce le contrôle de l'État sur l'économie en nationalisant les dernières entreprises privées, c'est la collectivisation totale. La planification est renforcée : à partir de 1929, les plans quinquennaux imposent des normes impératives de production dans tous les secteurs de l'économie.

Dans les campagnes, la collectivisation totale est décidée dès 1929. Les paysans sont regroupés dans des coopératives, les kolkhozes, dans lesquelles la terre et les moyens de production sont mis en commun. Certains deviennent des salariés dans de grandes fermes d'État, les sovkhozes. Tous doivent livrer pour des prix dérisoires leurs récoltes à l'État qui les revend à des prix plus élevés pour financer l'industrialisation, sa véritable priorité.

« Nous n'avions pas de sidérurgie, base de l'industrialisation du pays. Nous l'avons maintenant. Nous n'avions pas d'industrie des tracteurs. Nous l'avons maintenant. Nous n'avions pas d'industrie automobile. Nous l'avons maintenant. Nous n'avions pas d'industrie de constructions mécaniques. Nous l'avons maintenant. Nous n'avions pas une sérieuse industrie chimique moderne. Nous l'avons maintenant. Nous n'avions pas d'industrie aéronautique. Nous l'avons maintenant. Pour la production de l'énergie électrique, nous occupons la dernière place. Maintenant nous sommes arrivés à l'une des premières places.

Nous ne possédions qu'une seule base de charbon et de métallurgie, celle de l'Ukraine [...]. Nous avons créé une nouvelle base de charbon et de métallurgie dans l'Est, qui fait l'orgueil de notre pays. Nous ne possédions qu'une seule base de l'industrie textile dans le Nord du pays. [...] D'ici peu, nous aurons deux nouvelles bases de l'industrie textile en Asie centrale et en Sibérie occidentale. »

Joseph Staline

Bilan du premier plan quinquennal -

**INTERPRÉTATION**

Staline donne la priorité à l'industrie lourde (charbon, sidérurgie, armement, etc.). Il fait construire de gigantesques complexes industriels qui servent autant la propagande du régime que le développement de la production. Le stakhanovisme devient la norme. Ce terme est créé à partir du nom de l'ouvrier Stakhanov, pour désigner l'effort pour battre les records de production. Cet ouvrier avait multiplié par quatorze la norme journalière d'extraction du charbon.



V. Moukhina, L'Ouvrier et la Kolkhozienne, 1937

© Wikimedia Commons

II**Le fascisme italien**

En 1919, Mussolini crée le parti des « Faisceaux italiens de combat », un parti fasciste. Une violente dictature politique est bientôt mise en place. Des mesures caractéristiques du fascisme sont bientôt instaurées : propagande, grands travaux, restriction des libertés, etc.

L'Italie de 1919 à 1938

mars 1919
Création des Faisceaux
de combat

1922
Marche sur Rome

1921
Création du Parti
national fasciste

juin 1924
Assassinat de
Matteotti

**décembre 1925
mai 1926**
Lois fascistes

1926
Création des *Balillas*

**octobre 1935
mai 1936**
Conquête
de l'Éthiopie

1938
Lois antisémites



A La naissance d'un parti fasciste

En 1919, à Milan, le Duce, Benito Mussolini, crée les « Faisceaux italiens de combat ». Dès 1920, Mussolini est suivi par une partie de la population et, en 1921, son mouvement devient le Parti national fasciste.

Composé à ses débuts de seulement 300 membres, le programme « Faisceaux italiens de combat » est confus : les revendications des Chemises noires (membres du parti) mêlent critique du capitalisme, pacifisme et anarchisme. Il s'agit avant tout de rassembler les mécontents de l'après-guerre.

À partir de 1920, les milieux industriels et militaires conservateurs commencent à suivre Mussolini et son mouvement. Les Faisceaux incarnent alors l'ordre dans un pays agité par des mouvements révolutionnaires. Les *squadre* (organisations de militants fascistes) organisent des expéditions punitives contre ceux considérés comme des fauteurs de troubles (partis de gauche, syndicats, etc.).

En 1921, le mouvement devient le Parti national fasciste (PNF) qui a pour programme l'instauration d'un État fort et la défense de l'ordre social. L'individu disparaît, soumis à l'État auquel il doit une obéissance sans faille et à un chef qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Le fascisme est aussi nationaliste : il s'agit de restaurer la grandeur et la puissance associées à l'ancien Empire romain, par une conquête où toute violence devient « morale ».

« Si libéralisme veut dire individu, le fascisme signifie État. Mais l'État fasciste [...] devance la solution de certains problèmes universels, posés d'ailleurs, — dans le domaine politique — par le fractionnement des partis, par les abus de pouvoir du parlementarisme, par l'irresponsabilité des assemblées ; — dans le domaine économique — par les fonctions syndicales toujours plus nombreuses et plus puissantes, tant du côté ouvrier que du côté patronal, [...] dans le domaine moral — par la nécessité de l'ordre, de la discipline, de l'obéissance aux règles morales de la patrie.

Le fascisme veut que l'État soit fort, organisé et qu'il repose en même temps sur une large base populaire. L'État fasciste a également revendiqué pour lui le domaine de l'économie ; et par les institutions corporatives, sociales, éducatives, qu'il a créées, le sens de l'État arrive jusqu'aux ramifications extrêmes du pays [...].

L'État fasciste organise la nation, mais il laisse cependant aux individus une marge suffisante ; il a limité les libertés inutiles ou nuisibles, mais il a conservé les libertés essentielles. »

Benito Mussolini

Le Fascisme : doctrine, institutions -

1938

B La mise en place d'une dictature politique

Mussolini devient chef du gouvernement en octobre 1922, à la suite de la « marche sur Rome » de 30 000 Chemises noires. Un mois plus tard, il obtient les pleins pouvoirs du Parlement et peut alors mettre sa dictature en place. Le régime ne cesse de se durcir, de nombreuses mesures portent atteinte aux libertés fondamentales et des assassinats politiques ont lieu.

Entre 1925 et 1926, de nombreuses lois dites « fascistissimes » entrent en vigueur. Elles font du PNF le parti unique, suppriment les libertés fondamentales, concentrent entre les mains de Mussolini tous les pouvoirs. La monarchie est maintenue à titre symbolique.

En 1929, les accords du Latran reconnaissent le pouvoir temporel du pape sur la Cité du Vatican et lui accordent des indemnités pour ses pertes territoriales de 1870. La légitimité du régime en sort renforcée et il ne cessera de se durcir, en particulier entre 1936 et 1939 :

- suppression de la Chambre des députés ;
- police secrète ;
- décrets antisémites.

Photographie montrant le défilé des Chemises noires dans Rome en octobre 1922



Photographie montrant le défilé des Chemises noires dans Rome en octobre 1922

© Wikimedia Commons

Des assassinats politiques ont lieu. Ainsi, le député socialiste Matteotti est assassiné en 1924.

C Les caractéristiques de l'Italie fasciste

Le nouveau gouvernement entreprend une série de mesures qui transforment l'Italie : politique nataliste, mesures économiques visant à l'autosuffisance, grands travaux et propagande sont mis en place.

La première décision pour promouvoir la grandeur du nouvel État est la mise en place d'une politique nataliste. En effet, une population nombreuse et une natalité forte sont la garantie d'un État prospère et vigoureux. Dans un même temps, l'émigration est contrôlée et les colonies africaines (Libye, Éthiopie) sont mises à profit.

L'autarcie est mise en place, son but est l'autosuffisance nationale. L'État encadre strictement les rendements agricoles et industriels permettant de couvrir 100 % des besoins du pays en 1931.

Des grands travaux sont lancés : on construit des autoroutes et on embellit la capitale.

Le Palais de la Civilisation du Travail à Rome 1938-1943



© Wikimedia Commons

La propagande et l'éducation permettent de contrôler les esprits et de façonner un « homme nouveau ». « Croire, obéir, combattre » sont les nouvelles valeurs. Les Fils de la louve ou encore les Petites Italiennes encadrent la jeunesse dans des organisations formatées. La propagande touche toutes les catégories de la population et toutes les tranches d'âge : radio, cinéma, affiche, presse et art participent au culte de l'homme nouveau.



REMARQUE

La soumission des individus est moins poussée sous le fascisme italien que sous les régimes stalinien et hitlérien. Un contre-pouvoir reste en place :

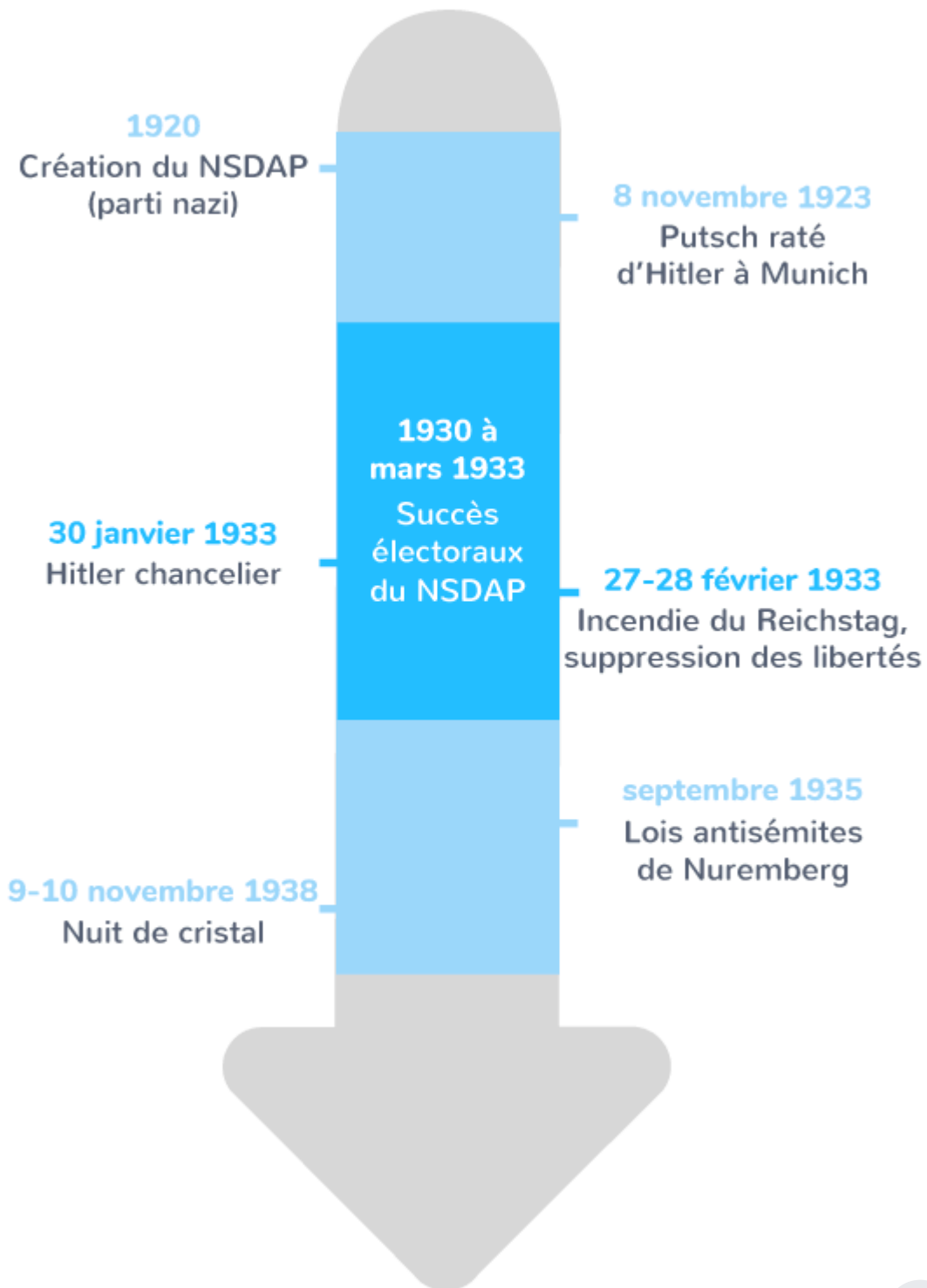
- le roi, qui révoquera Mussolini en 1943 ;
- l'Église catholique, présente dans les organisations de jeunesse.

III

L'Allemagne nazie

Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est humiliée et ruinée. Dans les années 1930, Hitler, à la tête du NSDAP, monte rapidement au pouvoir. La société allemande est embrigadée et encadrée par un pouvoir fort et totalitaire. Ce nouveau régime se caractérise par un antisémitisme fort (racisme envers les Juifs). Les Juifs sont très vite persécutés.

L'Allemagne de 1920 à 1938



A L'avènement fulgurant du régime hitlérien

En Allemagne, pays durement touché par la crise économique de 1929, l'avènement du régime hitlérien est très rapide. En quelques années, Hitler et son parti, le NSDAP, instaurent un régime autoritaire et violent.

En Allemagne, la crise économique de 1929 déstabilise la république de Weimar. Dans les esprits nationalistes, la république de Weimar est associée à la défaite de la Première Guerre mondiale et au traité de Versailles, humiliant pour les Allemands. L'arrivée au pouvoir des nazis est très rapide : le 30 janvier 1933, Hitler est appelé à la chancellerie par le président Hindenburg. Débute alors la « mise au pas »

(*Gleichschaltung*) de l'Allemagne. Les libertés fondamentales sont suspendues et le Reichstag est incendié dans la nuit du 27 au 28 février 1933.

Le parti communiste sert de bouc émissaire et est alors déclaré hors la loi. Le NSDAP devient l'unique parti autorisé. Hitler s'affirme et, dans la nuit du 30 juin 1934 (la Nuit des longs couteaux), il élimine les chefs de la *Sturmabteilung* (les SA), organisation paramilitaire du NSDAP, qui exigent une révolution sociale. Il est alors seul au pouvoir avec ses partisans.

Hitler en parade à Nuremberg en septembre 1935



© Wikimedia Commons

L'État est organisé selon le *Führerprinzip*, c'est-à-dire le pouvoir suprême du chef. Hitler fascine les foules et en profite pour centraliser l'ensemble des pouvoirs entre ses mains. Comme en URSS et en Italie, la violence fait partie intégrante des méthodes du régime pour se consolider :

- Les SS de Himmler (haut dignitaire du parti nazi) font régner la terreur.
- La police secrète, la Gestapo, banalise le recours à la torture et au meurtre.
- Les opposants sont systématiquement pourchassés et peuvent être envoyés dans des camps de concentration.

EXEMPLE

Le premier camp de concentration ouvre à Dachau en 1933.

B Une société embrigadée et encadrée

Sous Hitler, l'économie est dirigée par l'État, des travaux sont entrepris et le réarmement du pays commence : l'Allemagne doit paraître grande. La société est strictement encadrée et embrigadée, la propagande est utilisée et la culture est surveillée.

L'économie est dirigée par l'État qui vise l'autarcie. L'autarcie est encouragée comme dans l'Italie fasciste : le III^e Reich (État allemand sous Hitler) doit se suffire à lui-même. Le chômage diminue de façon spectaculaire, ce qui permet au parti nazi de s'attirer le soutien d'une grande partie de la population.

L'Allemagne passe de 5,5 millions de chômeurs en 1932 à moins de 500 000 en 1938.

Dès 1933, Hitler lance un programme de grands travaux orienté vers la mise en place d'un réseau routier moderne. À partir de 1934, il entreprend le réarmement du pays afin de préparer la guerre. Hitler veut étendre son pouvoir et promet aux Allemands un grand territoire.

La population est strictement encadrée. La jeunesse est embrigadée dans la *Hitlerjugend*. Chaque étape de la vie est contrôlée (loisir, travail, etc.). Goebbels, ministre de la propagande hitlérienne, gère la communication via les médias disponibles, utilisant surtout la radio. Il organise de grands événements-spectacles à la gloire du Führer. La culture est considérée comme dangereuse : on établit des listes de livres prohibés et on organise des autodafés.

Un autodafé à Berlin le 10 mai 1933



© Wikimedia Commons

L'art moderne, jugé « dégénéré » est remplacé par un art officiel promouvant les valeurs nazies. La nouvelle devise du pays est « *Ein Reich, Ein Volk, Ein Führer* », « Un Empire, un Peuple, un Chef ».

C Un régime raciste et antisémite

Le régime nazi est raciste : pour les nazis, il existe différentes races parmi les humains. Pour Hitler, seule la race aryenne, « race des seigneurs », est digne de dominer le monde. Il considère les Juifs comme une race inférieure. De nombreuses lois contre les Juifs sont instaurées dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler, et la communauté juive est persécutée.

Dans *Mein Kampf*, Hitler développe ses théories racistes en établissant une hiérarchie entre les races dites « supérieures » (« Germains » ou « Aryens ») et « inférieures » (Slaves, Noirs et surtout Juifs). Cette haine de l'autre est entretenue par les nazis dans leur désir de conquête de l'« espace vital » allemand. Hitler légitime ainsi l'extension de l'Allemagne vers l'est aux dépens des Slaves et des populations juives.

L'antisémitisme devient une politique d'État à partir de 1933 et les Juifs sont progressivement exclus de la société allemande. En 1935, les lois de Nuremberg leur enlèvent tous droits civiques, interdisent les mariages entre Juifs et Aryens, ainsi que l'accès des Juifs aux lieux publics.

Du 9 au 10 novembre 1938, la Nuit de cristal (*Kristallnacht*) laisse libre cours à un déchaînement de violence extrême envers les Juifs en Allemagne, en Autriche (annexée par les Allemands) et dans la région des Sudètes (occupée par les troupes allemandes). Cet événement tire son nom des débris de verre retrouvés dans les rues après le vandalisme et les destructions de commerces, synagogues et foyers juifs.

Le bilan de la Nuit de cristal est d'environ 100 morts et 30 000 déportations dans des camps de concentration.

Les fonctionnaires du parti nazi, les membres de la SA et les Jeunesses hitlériennes saccagent, pillent, frappent, tuent et arrêtent en masse des milliers de Juifs sans justification. C'est la première fois que cela se produit à cette échelle. C'est le début d'une accélération des persécutions. Le gouvernement allemand ne veut pas assumer le coût des dégradations et accuse les Juifs eux-mêmes de la responsabilité de la Nuit de cristal. Les Juifs allemands doivent payer une amende d'un milliard de Reichsmarks (soit 400 millions de dollars au taux de change de 1938). L'État confisque également toutes les indemnités des assurances qui auraient dû être versées aux Juifs, dont les habitations ou les établissements avaient été pillés ou détruits.

Un magasin juif saccagé lors de la Nuit de cristal



© Wikimedia Commons